

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20260415-DEC-DACA0437 DU - 4 MAI 2026
PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DE
LA SOCIÉTÉ CHEVAL GRANULATS
LIEU-DIT « GACHET » SUR LA COMMUNE DE CHABEUIL**

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- VU** le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Drôme,
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2011161-0008 du 10 juin 2011 autorisant la société CHEVAL FRÈRES à exploiter une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de CHABEUIL au lieu-dit « Gachet » sur une superficie de 10ha 53a 99ca pour une durée de 15 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014265-0069 du 22 septembre 2014 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière de la société CHEVAL FRÈRES au lieu-dit « Gachet » à CHABEUIL par la diminution de la surface exploitable et de la durée d'autorisation (13 ans) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 26-2017-04-13-004 du 13 avril 2017 autorisant le changement d'exploitant au profit de la SAS CHEVAL GRANULATS ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 202300913-DEC-DACA0876 du 2 octobre 2023 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière de la société CHEVAL GRANULATS au lieu-dit « Gachet » à CHABEUIL ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 20240613-DEC-DACA0459 du 25 juin 2024 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière de la société CHEVAL GRANULATS au lieu-dit « Gachet » à CHABEUIL ;
- VU** la demande présentée le 31 mars 2026 par la société CHEVAL GRANULATS concernant la prolongation d'exploitation de sa carrière pour une durée de 18 mois ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 avril 2026 ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 20 avril 2026 et l'absence d'observation de l'exploitant formulée par courriel en date du 30 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que les stocks et réserves de matériaux de la carrière de Chabeuil n'ont pas été totalement exploités ;

CONSIDÉRANT que la demande de prolongation est sollicitée pour une durée de 18 mois et que la durée totale d'exploitation n'excédera pas 30 ans ;

CONSIDÉRANT que la société souhaite poursuivre son activité, le temps de l'instruction de la procédure d'autorisation environnementale relative au projet de renouvellement et d'extension de sa carrière ;

CONSIDÉRANT que cette prolongation permettra la fin du traitement des stocks de tout-venant présents au sein de la carrière et la finalisation de la remise en état du site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation se fera dans les mêmes conditions et limites que celles prévues par l'arrêté d'autorisation actuel ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Le demandeur entendu ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

ARRÊTE

Article 1 : Prolongation d'exploitation

La société CHEVAL GRANULATS est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de CHABEUIL, au lieu-dit « Gachet » jusqu'au 10 décembre 2027.

L'exploitation sera menée suivant les prescriptions de l'arrêté modifié n°2011161-0008 du 10 juin 2011 modifié par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Garanties financières

Les garanties financières seront maintenues jusqu'à leur levée par arrêté préfectoral après consultation du maire de la commune de Chabeuil.

Leur montant s'élève à :

Période juin 2026 - 2027	80 727,00 €
--------------------------	-------------

Article 3 : Délais et voies de recours – Publicité - Exécution

3.1 Délais et Voies de Recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

3.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Chabeuil pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de CHABEUIL fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

3.3 Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de CHABEUIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **- 4 MAI 2026**

La Préfète,

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

